



R É G I O N  
AQUITAINE  
LIMOUSIN  
POITOU-CHARENTES



Dordogne  
le DÉPARTEMENT

Gironde  
le DÉPARTEMENT

Département  
des Landes

LOT-ET-GARONNE  
Le Département

PYRENEES  
ATLANTIQUES  
LE DÉPARTEMENT

UNION EUROPEENNE FEADER	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT	CONSEIL REGIONAL D'AQUITAINE / LIMOUSIN / POITOU- CHARENTES	AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE	CONSEIL DEPARTEMENTAL DES LANDES	CONSEIL DEPARTEMENTALE DE LOT-ET-GARONNE	CONSEIL DEPARTEMENTAL DES PYRENEES ATLANTIQUES
----------------------------	---	--	----------------------------------	--	---	--	--	--

## Demande de subvention Agriculture Respectueuse de l'Environnement en Aquitaine Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles Mesure 4.1.A du Programme de Développement Rural 2014-2020 de la région Aquitaine

Cette demande d'aide, une fois complétée, constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.

Où faire parvenir votre dossier ?	Veillez transmettre l'original au Guichet Unique Service Instructeur à savoir, la <u>DDT/DDTM</u> du département du siège de votre exploitation. Cachet de la poste faisant foi. Veillez également en conserver un exemplaire. <u>Pour les dossiers du département de la Gironde</u> sollicitant une aide de catégorie V5 « effluents de chai », un dossier pourra également être déposé auprès de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne (cf. notice).
Contact en cas de besoin d'assistance	Votre DDT/DDTM, Guichet Unique Service Instructeur (GUSI)
Appel à projets : N° et date limite de remise des dossiers de demande	Dates limites de dépôt de dossier complet pour l'appel à projets « secteur élevage aviaire » : 31 août, 30 septembre, 31 octobre, 30 novembre, 31 décembre 2016. Dates limites de dépôt de dossier complet pour l'appel à projets « secteur végétal et élevage (hors aviaire) » : 31 décembre 2016 (cachet de la poste faisant foi)

**Toutes les informations demandées dans ce document doivent être complétées.**

**ATTENTION :**

- Les travaux/investissements démarrés avant la date de réception du dossier complet ne pourront pas être financés (excepté pour les dossiers biosécurité d'un coût éligible inférieur ou égal à 25 000€ HT où les travaux/investissements peuvent démarrer dès la date de réception de dossier). Un devis signé, une facture émise ou payée sont considérés comme un commencement de travaux.
- L'accusé réception du dossier (complet ou non) ne vaut pas acceptation de l'aide par l'autorité de gestion.

**Cadre réservé à l'administration**

N° de dossier OSIRIS : \_\_\_\_\_ Date de réception : |\_\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

Nom de l'organisme référent AREA (certification AREA) : \_\_\_\_\_

Nom du référent AREA : \_\_\_\_\_

Nom de l'organisme diagnostiqueur (projet PCAE) : \_\_\_\_\_

Nom du (des) diagnostiqueur(s) : \_\_\_\_\_

**A quel appel à projets se réfère cette demande d'aide ?**

- Appel à projets en secteur élevage aviaire = projets exclusivement relatifs à la filière aviaire  
 Appel à projets pour les autres projets = projets relatifs à une ou plusieurs autres filières sur les secteurs élevage et végétal

*Les deux appels à projets sont distincts. En ce sens, pour le cas des projets mixtes (éleveur palmipèdes voulant déposer un dossier dans le secteur élevage et végétal ou éleveur mixte (ex. atelier avicole et bovin)), il est impératif de déposer deux dossiers : un dans le cadre de l'appel à projets « élevage aviaire » pour le projet secteur élevage aviaire et un dans le cadre de l'appel à projets « autres » pour le projet végétal ou autre filière (ex. atelier bovin).*



## POUR LES PERSONNES MORALES

Nombre d'associés - exploitants : |\_|\_|

Nom et prénom des associés exploitants Ou dénomination sociale	Civilité	N° SIRET	Date de naissance	Statut	Installé depuis moins de 5 ans	Bénéficiaire de la DJA			<i>Si installé depuis moins de 5 ans DJA</i>
						Date CJA	Projet inscrit dans plan d'entreprise	% de parts dans la société	Date installation MSA
			__/__/__	<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation	__/__/__	<input type="checkbox"/>		__/__/__
			__/__/__	<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation	__/__/__	<input type="checkbox"/>		__/__/__
			__/__/__	<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation	__/__/__	<input type="checkbox"/>		__/__/__

### AUTRES INFORMATIONS :

**1. A remplir seulement pour les demandeurs du département de la Gironde sollicitant une aide au titre de la catégorie V5 « gestion des effluents de chai » (dossiers transmis à l'Agence de l'eau Adour-Garonne) :**

Votre exploitation agricole est :

- une Micro-entreprise (Effectifs < 10 et chiffre d'affaires annuel ≤ 2 M€ ou total du bilan annuel ≤ 2 M€) (\*)  
 une PME (Effectifs < 250 et chiffre d'affaires annuel ≤ 50 M€ ou total du bilan annuel ≤ 43 M€) (\*)  
 une Grande entreprise

Déterminez-vous une autre entreprise à plus de 25% (capital ou droits de vote) ?

oui  non

Votre entreprise est-elle détenue par une autre à plus de 25% ?

oui  non

(\*) Informations données à titre indicatif. Se reporter à la définition complète des micros, petites et moyennes entreprises donnée par la recommandation 2003/361/CE de la Commission européenne : [http://ec.europa.eu/enterprise/policies/sme/facts-figures-analysis/sme-definition/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/enterprise/policies/sme/facts-figures-analysis/sme-definition/index_fr.htm)

**2. A remplir pour les établissements publics :**

Etes-vous soumis aux obligations en termes de commande publique (Code des marchés ou ordonnance de juin 2005) ?

oui  non

Si oui, joindre le formulaire sur la commande publique

## 2- CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION

### Localisation du siège de l'exploitation :

Identique à la localisation du demandeur

N° - Libellé de la voie : \_\_\_\_\_

Complément d'adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : |\_|\_|\_|\_|\_| Commune : \_\_\_\_\_

### a. Votre exploitation est-elle concernée par les zonages suivants :

- Zone à handicap naturel :  défavorisée simple ou piémont  montagne ou haute montagne  non
  - Votre exploitation se situe-t-elle en zone vulnérable ? :  oui  non
  - Au moins l'un de vos bâtiments d'élevage se situe-t-il en zone vulnérable ? :
    - zones historiques : communes classées avant le 31/12/2011
    - 2012
    - 2015
  - Zone des Nives :  oui  non
  - Zone de démarches territoriales validées par l'AEAG (PAT, contrat de bassin, territoriaux) :  oui  non
- Si oui, nom du contrat : \_\_\_\_\_

### Pour les exploitations en Gironde avec investissements dans le secteur végétal, zonages liées aux effluents vitivinicoles :

- Zone prioritaire effluents de chai (Accord-cadre viti-vinicole Gironde)  oui  non
- Périmètre d'intervention d'un équipement collectif de gestion des effluents de chai existant ou en projet  oui  non

### Pour les exploitations en Gironde avec investissements dans le secteur végétal, zonages liées aux effluents vitivinicoles :

- Zone prioritaire effluents de chai (Accord-cadre viti-vinicole Gironde)  oui  non
- Périmètre d'intervention d'un équipement collectif de gestion des effluents de chai existant ou en projet  oui  non

### b. Situation au regard de la réglementation sur les installations classées pour l'environnement (ICPE) :

- Votre exploitation est :  déclarée au titre de la réglementation susvisée  
 enregistrée au titre de la réglementation susvisée  
 autorisée au titre de la réglementation susvisée  
 non soumise (RSD)

### 3- INDICATEURS NATIONAUX : A REMPLIR OBLIGATOIREMENT

1. Votre exploitation comporte-t-elle au moins une personne installée depuis moins de 5 ans ?

oui avec DJA    oui sans DJA    non

2. L'opération s'inscrit-elle dans la mise en œuvre du projet d'un GIEE ?

oui    non

3. L'exploitation est-elle reconnue en AB ou en cours de conversion, totalement ou partiellement ?

oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion partiellement  
 oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion totalement  
 non

4. L'exploitation est-elle engagée dans une démarche de certification environnementale de niveau 2 ou 3 (HVE) ?

oui, niveau 2 / Précisez : \_\_\_\_\_  
 oui, niveau 3 (certification Haute Valeur Environnementale)  
 non

5. L'exploitation produit-elle sous SIQO ?

oui, label rouge / Production : \_\_\_\_\_  
 oui, IGP / Production : \_\_\_\_\_  
 oui, AOP / Production : \_\_\_\_\_  
 oui, autre / Production : \_\_\_\_\_  
 non, aucune production sous SIQO

6. L'exploitation met-elle en œuvre une MAEC (Mesures agro-environnementales et climatiques) système ?

oui, en cours de contractualisation  
 oui, exploitation engagée  
 non

7. Quelle est l'orientation technico-économique (OTEX) principale de votre exploitation ? (Cf. annexe 1 du présent formulaire) ?

---

8. Quelle est la taille de votre exploitation agricole ?

- SAU : \_\_\_\_\_ ha

- Situation ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) :  
 soumise au RSD  
 soumise déclaration ICPE  
 soumise enregistrement ICPE  
 soumise autorisation ICPE

9. Si le projet concerne principalement une autre filière que l'orientation principale de l'exploitation, quel atelier concerne-t-il majoritairement (Cf. annexe 1 du présent formulaire) ?

---

10. Votre projet AREA-PCAE permet-il de créer des emplois dans votre exploitation agricole ?

oui  
 non

➤ Si oui, combien d'ETP (Equivalent Temps Plein) ?       0.5    1    1.5    2    plus de 2

## POUR L'APPEL A PROJETS « ELEVAGE AVIAIRE »

REEMPLIR LES PARTIES 4.1 A 10.1 SUIVANTES

### 4.1 - IDENTIFICATION DU PROJET

Précisions de l'adresse du projet (travaux/investissements) :

Identique à la localisation du demandeur

N° - Libellé de la voie : \_\_\_\_\_

Complément d'adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : |\_|\_|\_|\_|\_| Commune : \_\_\_\_\_

S'il s'agit, entre autre, d'un projet bâtiment, aire de lavage, etc., êtes-vous propriétaire du terrain concerné par les travaux ?

oui  non

✓ Si non, avez-vous l'accord du propriétaire ?

oui  non

Période prévisionnelle de réalisation du projet :

du |\_|\_|/|\_|\_|/|\_|\_|\_|\_|\_| au |\_|\_|/|\_|\_|/|\_|\_|\_|\_|\_|

#### LIBELLE DU PROJET

#### DESCRIPTION DETAILLEE DU PROJET

A remplir directement sur Web Service AREA OU impression de la zone correspondante du Web Service AREA OU manuscrit

#### SECTEUR(S) D'INVESTISSEMENTS CONCERNE(S) PAR VOTRE PROJET

Volailles de chair

Palmipèdes gras

#### CATEGORIES D'INVESTISSEMENTS CONCERNEES PAR VOTRE PROJET

<b>Catégorie E1</b>	Modernisation des bâtiments d'élevage	<input type="checkbox"/>
<b>Catégorie E2</b>	Effluents d'élevage	<input type="checkbox"/>
<b>Catégorie E3</b>	Qualité sanitaire (Biosécurité)	<input type="checkbox"/>
<b>Catégorie E4</b>	Amélioration de la performance énergétique des exploitations	<input type="checkbox"/>

## INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### 1. Pour les projets structurants en zone vulnérable

Mon projet comprend des investissements de gestion des effluents rendus nécessaires par le 5<sup>ème</sup> programme d'actions ?

✓ Si oui, ces investissements représentent plus de 5 000€ HT ?

oui  non  
 oui  non

### 2. Pour les projets relatifs à la gestion des effluents d'élevage

#### 2.1. Vous êtes éleveur en « Zone vulnérable » et votre projet concerne la gestion des effluents d'élevage :

a. Votre exploitation est concernée par le zonage « zone historique » (au moins un de vos bâtiments d'élevage est situé sur une zone vulnérable classée avant le 31 décembre 2011) :

oui  non

• Vos dépenses liées à la gestion des effluents d'élevage concernent des effectifs nouveaux, en lien avec un projet de développement ?  oui  non

• Votre exploitation détiendra à l'issue du projet, les capacités exigibles en zone vulnérable ?  oui  non

b. Votre exploitation est concernée par le zonage « zone vulnérable 2012 » ou « zone vulnérable 2015 » (au moins un de vos bâtiments d'élevage est situé sur une zone vulnérable classée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012) :

oui  non

• Votre exploitation détiendra à l'issue du projet, les capacités exigibles en zone vulnérable ?  oui  non

c. Vous êtes JA en zone vulnérable (historique, 2012 ou 2015) :

oui  non

• Vos travaux de gestion des effluents sont inscrits dans votre Plan d'Entreprise (PE) ?  oui  non

• Vos travaux seront terminés dans les 24 mois suivant votre installation (date CJA) ?  oui  non

**Dépenses relatives aux ouvrages de stockage liés à la gestion des effluents d'élevage en Zone Vulnérable (hors couverture des ouvrages) - Se reporter au DEXEL**

Nature de l'ouvrage	Nomenclature Dexel	Capacité totale de l'ouvrage en projet (à reporter sur le devis retenu)	Montant du devis retenu	Capacités non admissibles au financement (capacités exigibles au moment du dépôt du dossier sur effectifs avant projet)	Capacités minimum à détenir à l'issue du projet (forfaitaire ou capacité agronomique pour effectifs finaux)
Ex: Fosse à lisier	Ex: FOS 1	Ex: 500m3	Ex: 30000 €	Ex: 100m3	Ex: 300m3

#### 2.2. Vous êtes éleveur hors « Zone vulnérable » et votre projet concerne la gestion des effluents d'élevage :

a. Votre exploitation n'est concernée par aucun zonage « Zone vulnérable » ?

oui  non

• Votre exploitation détiendra à l'issue du projet, les capacités exigibles sur effectifs finaux ICPE ou RSD ?  oui  non

b. Vous êtes JA hors ZV (historique, 2012 ou 2015)

oui  non

• Vos travaux de gestion des effluents sont inscrits dans votre Plan d'Entreprise (PE) ?  oui  non

• Vos travaux seront terminés dans les 24 mois suivant votre installation (date CJA) ?  oui  non

**Dépenses relatives aux ouvrages de stockage liés à la gestion des effluents d'élevage hors Zone Vulnérable (hors couverture des ouvrages) - Se reporter au DEXEL**

Nature de l'ouvrage	Nomenclature Dexel	Capacité totale de l'ouvrage en projet (à reporter sur le devis retenu)	Montant du devis retenu	Capacités non admissibles au financement (capacités ICPE ou RSD au moment du dépôt du dossier sur effectifs avant projet)	Capacités minimum à détenir à l'issue du projet (ICPE ou RSD pour effectifs finaux)
Ex: Fosse à lisier	Ex: FOS 1	Ex: 500m3	Ex: 30000 €	Ex: 100m3	Ex: 300m3

## 5.1- AMELIORATION DE LA PERFORMANCE GLOBALE ET DE LA DURABILITE

Vous devez renseigner TOUS les critères ci-après en décrivant leur évolution avec la mise en œuvre de votre projet, ou en renseignant les indicateurs quantitatifs et/ou qualitatifs de votre choix, avant-projet et après-projet.

**Un projet ne comportant AUCUN des critères montrant une amélioration est INELIGIBLE.**

Le demandeur devra indiquer en quoi son projet permet « l'amélioration globale de son exploitation » en précisant sur quels critères son projet a un impact et devra le justifier.

Pour cela, il pourra :

- S'appuyer sur des données de référentiels existants (études, publications, référentiels, etc.).  
*Exemples : études sur la diminution de la consommation de produits phytosanitaires (pulvérisateur confiné) ; références zootechniques sur la productivité des animaux (rénovation d'un bâtiment) ; calcul sur les économies d'intrants ; données d'études sur les économies d'énergie (isolation d'un bâtiment).*
- Fournir un diagnostic de son projet indiquant l'impact de son projet sur un ou plusieurs items.  
*Exemples : diagnostic Diaterre ; diagnostic AREA ; diagnostic Dixel ; diagnostic effluents ; diagnostic Plante bleue*
- Fournir un Plan d'entreprise contenant des éléments financiers nécessaires à l'analyse des critères dits économiques.  
*Exemples : plan d'entreprise dans le cas d'une installation ; copie de dossier fourni à la banque pour solliciter une demande de prêt bancaire.*
- Fournir tous les éléments qu'il jugera utile.

### CRITERES ENVIRONNEMENTAUX :

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Justification : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.
1. la diminution des pollutions ponctuelles par la mise aux normes du siège de l'exploitation agricole.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
2. la diminution des gaz à effet de serre.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
3. la diminution de la consommation d'énergie.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
4. un autre critère environnemental. Lequel :	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		

### CRITERES ECONOMIQUES :

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Justification : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.
5. l'augmentation du ratio EBE/CA.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
6. la diversification de la production (diminuant le risque financier pour l'exploitation).	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
7. l'augmentation de l'autonomie fourragère ou alimentaire de l'exploitation.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
8. l'amélioration des performances zootechniques.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
9. l'amélioration des conditions sanitaires de l'élevage.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
10. un autre critère économique. Lequel :	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		

### CRITERES SOCIAUX :

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU	Justification : références, diagnostic, étude, plan



		Situation avant-projet et situation après-projet	d'entreprise, etc.
11. projet ayant un impact sur l'amélioration des conditions de travail (exemple : diminution de la pénibilité, réduction du temps de travail, etc.).	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
12. projet lié à la participation à un projet collectif.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
13. autre cas de figure. Lequel :	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		

## 6.1 – CRITERES DE SELECTION

Critères	Définition	
1. Projet biosécurité palmipèdes gras et volaille maigre inférieur ou égal à 25 000€ HT	Projet permettant le respect des mesures de protection physique et de biosécurité dans le cadre de l'influenza aviaire (cf. arrêté du 8 février 2016) et comprenant + de 50% des investissements liés à ces mesures. Ces investissements doivent bénéficier avant tout aux effectifs existants avant crise.	<input type="checkbox"/>
2. NI avec Plan d'Entreprise	Projet porté par une exploitation comprenant au moins un nouvel installé (cf. article 7) au moment de la demande d'aide. Le projet d'investissements est intégré au Plan d'Entreprise du JA ou du NI, dont le projet d'installation est validé (DJA ou Prêt d'Honneur).	<input type="checkbox"/>
3. Projet volaille maigre supérieur à 25 000€ HT avec NI sans Plan d'Entreprise	<u>Projet biosécurité :</u> - porté par une exploitation comprenant au moins un nouvel installé (cf. article 7) au moment de la demande d'aide et dont le projet d'investissements n'est pas intégré au Plan d'Entreprise ET - comprenant + de 50% des investissements nécessaires pour répondre aux mesures de protection physique et de biosécurité du plan de biosécurité de l'exploitation dans le cadre de l'influenza aviaire (cf. arrêté du 8 février 2016). Ces investissements doivent bénéficier avant tout aux effectifs existants avant crise.	<input type="checkbox"/>
	Ces projets biosécurité peuvent être : - structurants : création* d'un bâtiment d'élevage de type basse consommation - ou non structurants	
4. Projet biosécurité palmipèdes gras supérieur à 25 000€ HT avec NI sans Plan d'Entreprise	<u>Projet de développement structurant :</u> - porté par une exploitation comprenant au moins un nouvel installé (cf. article 7) au moment de la demande d'aide et dont le projet d'investissements n'est pas intégré au Plan d'Entreprise ET - correspondant à la création* d'un bâtiment d'élevage de type basse consommation comprenant obligatoirement des investissements nécessaires pour répondre aux mesures de protection physique et de biosécurité du plan de biosécurité de l'exploitation dans le cadre de l'influenza aviaire (cf. arrêté du 8 février 2016)	<input type="checkbox"/>
	Projet porté par une exploitation comprenant au moins un nouvel installé (cf. article 7) au moment de la demande d'aide et dont le projet d'investissements n'est pas intégré au Plan d'Entreprise ET Projet comprenant + de 50% des investissements nécessaires pour répondre aux mesures de protection physique et de biosécurité du plan de biosécurité de l'exploitation dans le cadre de l'influenza aviaire (cf. arrêté du 8 février 2016). Ces investissements doivent bénéficier avant tout aux effectifs existants avant crise. Ces projets peuvent être : - structurants : création* d'un bâtiment d'élevage ou gavage de type basse consommation ou création* d'un bâtiment éco-parcours - ou non structurants	<input type="checkbox"/>
5. Projet volaille maigre supérieur à 25 000€ HT (hors NI)	<u>Projet biosécurité :</u> comprenant + de 50% des investissements nécessaires pour répondre aux mesures de protection physique et de biosécurité du plan de biosécurité de l'exploitation dans le cadre de l'influenza aviaire (cf. arrêté du 8 février 2016). Ces investissements doivent bénéficier avant tout aux effectifs existants avant crise. Ces projets biosécurité peuvent être : - structurants : création* d'un bâtiment d'élevage de type basse consommation - ou non structurants	<input type="checkbox"/>
	<u>Projet de développement structurant :</u> création* d'un bâtiment d'élevage de type basse consommation comprenant obligatoirement des investissements nécessaires pour répondre aux mesures de protection physique et de biosécurité du plan de biosécurité de l'exploitation dans le cadre de l'influenza aviaire (cf. arrêté du 8 février 2016)	<input type="checkbox"/>
6. Projet biosécurité palmipèdes gras supérieur à 25 000€ HT (hors NI)	Projet comprenant + de 50% des investissements nécessaires pour répondre aux mesures de protection physique et de biosécurité du plan de biosécurité de l'exploitation dans le cadre de l'influenza aviaire (cf. arrêté du 8 février 2016). Ces investissements doivent bénéficier avant tout aux effectifs existants avant	<input type="checkbox"/>

	<p>crise.</p> <p>Ces projets peuvent être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- structurants : création* d'un bâtiment d'élevage ou gavage de type basse consommation ou création* d'un bâtiment éco-parcours</li> <li>- ou non structurants</li> </ul>	
--	--	--

## 7.1 - PERIODICITE DE L'AIDE

### 1. Type de projet concerné par la demande d'aide :

- projet d'un coût éligible inférieur ou égal à 25 000€ HT qualifié de biosécurité
- un projet d'un coût éligible supérieur à 25 000€ HT qualifié de biosécurité

oui     non  
 oui     non

### 2. Périodicité

- L'exploitation a déjà bénéficié d'une aide PCAE depuis le 13/02/2015 :

oui     non  
 oui     non

✓ Si oui, la demande de solde de l'aide de ce dossier a été déposée auprès de la DDT(M) :

### - Règle de périodicité :

- . Un seul dossier d'un coût éligible inférieur ou égal à 25 000€ HT qualifié de biosécurité peut être déposé par exploitation (SIRET) à compter 7 mars 2016.
- . Un seul dossier d'un coût éligible supérieur à 25 000€ HT qualifié de biosécurité peut être déposé par exploitation (SIRET) à compter 7 mars 2016.
- . Un autre type de dossier peut avoir été déposé avant cette demande et un autre type de dossier peut être déposé après (*sans promesse de subvention*)

## 8.1 - PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET

### 1. LES DEPENSES PREVISIONNELLES

Veillez faire figurer sur chaque devis une numérotation reprenant la catégorie des investissements ainsi que le numéro d'ordre (01 à 99).

#### Vérification du coût raisonnable des dépenses :

- plusieurs devis pour un même type de dépense (matériel, maçonnerie, électricité, etc.):

. 2 devis pour les dépenses comprises entre 2 000€ HT et 90 000€ HT

. 3 devis pour les dépenses supérieures à 90 000€ HT

Dans ce cas, veuillez spécifier le devis retenu pour la demande de subvention parmi les 2 ou 3 devis présentés.

- référentiels nationaux validés par l'Etat :

Si la dépense prévue est comparée avec un montant d'un référentiel, veuillez fournir la partie du référentiel utilisée pour cette comparaison.

Les tableaux ci-dessous des dépenses prévisionnelles peuvent :

- être remplis manuscrit,

- ou substitués par la « calculette » issue du Web Service Area qui sera à joindre au dossier ou au Web Service AREA. Dans ce cas, je reconnais avoir pris connaissance des informations renseignées dans la calculette.

Catégorie E1.1 Logement des animaux	Nom de l'investissement	Investissement biosécurité (arrêté du 8 février 2016)	Devis retenu		Devis non retenus			
			N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)
		<input type="checkbox"/>						
		<input type="checkbox"/>						

Catégorie E1.2 Equipements et matériels d'élevage	Nom de l'investissement	Investissement biosécurité (arrêté du 8 février 2016)	Devis retenu		Devis non retenus			
			N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)
		<input type="checkbox"/>						
		<input type="checkbox"/>						

Catégorie E1.4 Autres constructions /équipements	Nom de l'investissement	Investissement biosécurité (arrêté du 8 février 2016)	Devis retenu		Devis non retenus			
			N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)
		<input type="checkbox"/>						
		<input type="checkbox"/>						

Catégorie E2 Effluents d'élevage	Nom de l'investissement	Investissement biosécurité (arrêté du 8 février 2016)	Devis retenu		Devis non retenus			
			N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)
		<input type="checkbox"/>						
		<input type="checkbox"/>						

Catégorie E3 Qualité sanitaire	Nom de l'investissement	Investissement biosécurité (arrêté du 8 février 2016)	Devis retenu		Devis non retenus			
			N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)
		<input type="checkbox"/>						
		<input type="checkbox"/>						

Catégorie E4 Economie d'énergie	Nom de l'investissement	Investissement biosécurité (arrêté du 8 février 2016)	Devis retenu		Devis non retenus			
			N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)
		<input type="checkbox"/>						
		<input type="checkbox"/>						

Montant total (HT) du projet : \_\_\_\_\_

## 2. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

S'il y a des cofinancements sollicités, couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette éligible ?

oui  non

Commentez :

Financiers sollicités	Montant en €
Montant des aides attendues au titre d'AREA-PCAE	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ ,  _ _ _
Montant des aides attendues hors AREA- PCAE <sup>(1)</sup>	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ ,  _ _ _
<b>Sous-total financeurs publics</b>	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ ,  _ _ _
Emprunt <sup>(2)</sup>	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ ,  _ _ _
Dépôt de garantie	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ ,  _ _ _
Autofinancement privé	
Autre	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ ,  _ _ _
<b>Sous-total financeurs privés</b>	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ ,  _ _ _
<b>TOTAL général = coût global du projet</b>	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ ,  _ _ _

(1) Veuillez indiquer l'origine des aides hors PCAE :

---



---

(2) Si oui, le prêt vous a-t-il été accordé par l'établissement bancaire :

- oui  non  
 prêt bonifié MTS-JA (pour les JA en société)  
 autre prêt

### ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

**Je demande (nous demandons)** à bénéficier des aides AREA-PCAE.

**J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :**

- Ne pas avoir sollicité d'autres ressources publiques et privés que celles présentées dans le plan de financement.
- Ne pas avoir sollicité d'autres crédits communautaires pour cette opération.
- Ne pas faire l'objet d'une procédure liée à des difficultés économiques. Si c'est le cas, en informer les services instructeurs.
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement.
- Pour les projets biosécurité d'un coût éligible inférieur ou égal à 25 000€ HT : que l'opération (projet) n'a pas débuté au moment du dépôt de mon (notre) dossier auprès de la DDT/M.
- Pour les autres projets : que l'opération (projet) n'a pas débuté au moment du dépôt de mon (notre) dossier complet auprès de la DDT/M.
- Respecter les conditions d'âge au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de dépôt de ma (notre) demande (au moins 18 ans et n'avoir pas atteint l'âge prévu à l'article D. 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale).
- Avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points.
- Etre à jour de mes (nos) cotisations sociales.
- Ne pas avoir obtenu d'aide dans le cadre du dispositif AREA-PCAE depuis 2015. Cet engagement n'est pas obligatoire dans le cadre des cas dérogatoires à la périodicité de l'aide AREA-PCAE.
- Le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural.
- Avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide pourra être rejetée en totalité ou partiellement au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure.
- Avoir pris connaissance que ma (notre) demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente (décision juridique) au-delà du délai de 6 mois à compter de la date de l'accusé de réception de mon (notre) dossier complet.

L'inexactitude de ces déclarations est susceptible de générer un reversement partiel ou total de l'aide.

**Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide à :**

- Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération.
- Informer la DDT/DDTM du début d'exécution effectif de l'opération.
- Informer la DDT/DDTM de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, des engagements ou du projet.
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet ».
- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre du projet respecte les normes en vigueur.
- Poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural ayant bénéficié de l'aide pendant une période de 5 années à compter de la date du paiement final.
- Maintenir sur mon (notre) exploitation les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final.
- A conserver pendant une période de 10 ans tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité, etc.
- A permettre / faciliter l'accès à l'exploitation aux autorités compétentes chargées de contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite (nous sollicitons) pendant 10 ans.
- Respecter les obligations en matière de publicité.
- Me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourrait résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes.
- Fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme.

**Je m'engage (nous nous engageons), au moment de la demande de paiement du solde, à :**

- Pour les projets d'un coût éligible supérieur à 25 000€ HT :
  - Engager toutes les productions de mon (notre) exploitation agricole dans une démarche de certification environnementale :
    - faire une demande de certification AREA auprès de la Région, qui devra en valider la conformité,
    - OU justifier de toute autre certification environnementale de niveau 2 ou 3 portant sur mon (notre) exploitation,
    - OU être totalement engagé(s) en AB,

- OU être partiellement engagé(s) en AB et justifier de toute autre certification environnementale de niveau 2 ou 3 sur le reste de l'exploitation.


- Respecter les mesures 3 & 4 (filiale élevage) et 6 & 7 (filiale végétale) du référentiel AREA suivant mon projet,
- Pour les JA en cours d'installation au moment de la demande de subvention : fournir le Certificat de Conformité Jeune Agriculteur (JA) au moment de la première demande de paiement.

**Je suis informé(e) (nous sommes informés)** que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'État est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (nos noms) ou ma (notre) raison sociale, ma (notre) commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie (nous bénéficions) d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me (nous) concernant.

## 10.1 - LISTE DES PIÈCES A JOINDRE AU DOSSIER

Pour tous les bénéficiaires	Pièce jointe	Déjà fournie	Sans objet
Exemplaire original de la demande daté, complété et signé	<input type="checkbox"/>		
RIB comportant IBAN	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Diagnostic AREA PCAE élevage <i>Cette pièce n'est pas requise pour les projets biosécurité volaille d'un coût éligible inférieur ou égal à 25 000€ HT</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Justificatifs de dépenses matérielles et immatérielles (travaux/investissements): devis détaillés en quantité et en prix (classés par type d'investissement) par type de dépenses. <b>La vérification du coût raisonnable de la dépense se fait grâce à plusieurs devis (fournir les 2 ou 3 devis et spécifier le devis retenu) ou grâce aux référentiels validés au niveau national (fournir la partie du référentiel correspondante).</b>	<input type="checkbox"/>		
Attestation MSA précisant le statut d'exploitant agricole ATP ou ATS et la régularité du règlement des cotisations sociales. Pour les NI sans DJA : attestation MSA comportant la première date d'inscription auprès de la MSA en tant que chef d'exploitation. <i>Dans le cas des JA qui s'installent sans terre agricole, l'attestation MSA est à fournir au plus tard au moment de l'engagement juridique de l'aide.</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièces de justification correspondant aux critères d'amélioration de la performance globale et la durabilité de l'exploitation agricole	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Récépissé de déclaration ICPE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Pièces complémentaires, le cas échéant				
Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux ( <i>le récépissé de dépôt de permis de construire n'est pas suffisant</i> ).		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exploitation ne possédant pas de n° de SIRET	Copie de la carte d'identité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Porteur de projet non propriétaire des terrains et/ou bâtiments	Autorisation du/des propriétaire(s)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
JA	Avis favorable de la CDOA (pièce détenue par l'administration)			
Formes sociétaires	K-bis à jour	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Sociétés autres que GAEC et les GAEC ne bénéficiant pas d'aides publiques du 1 <sup>er</sup> pilier de la PAC	Extrait des statuts (5 premières pages indiquant les associés, leur qualité, la répartition des parts sociales)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Associations, fondations et GIEE	Exemplaire des statuts à jour	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Récépissé de déclaration d'association en préfecture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Statuts et liste des membres du bureau et du conseil d'administration	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projets d'un coût éligible supérieur à 25 000€ HT	- Certification AREA : engagement dans la certification AREA ET engagement de respecter les mesures 3, 4, 6, 7 du référentiel AREA suivant le projet (document AREA E5.A) OU attestation de certification AREA si l'exploitation est déjà certifiée AREA ET/OU - Copie de la licence ou du certificat en vigueur visant l'engagement du producteur de produire sous mode AB ou conversion ET engagement de respecter les mesures 3, 4, 6, 7 du référentiel AREA suivant le projet ET/OU - Copie du certificat correspondant à une démarche environnementale reconnue de niveau 2 ou de niveau 3 hors AREA ET engagement de respecter les mesures 3, 4, 6, 7 du référentiel AREA suivant le projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour les exploitations dont le projet AREA-PCAE concerne le secteur élevage	Synthèse DEXEL (existant et après-projet) : onglet PMBE ou PCAE <i>Cette pièce n'est pas requise pour les projets biosécurité volaille d'un coût éligible inférieur ou égal à 25 000€ HT</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Plan de situation et plan de masse des travaux (bâtiments et effluents)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Plan avant travaux et après travaux dans le cadre d'un projet de rénovation de bâtiment	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Plan des aménagements intérieurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projets volaille comprenant de la biosécurité (liés à l'arrêté du 8/02/2016)	Plan de biosécurité ( <i>faisant apparaître la délimitation du site d'exploitation et des unités de production, les aires de stationnement, les sites de nettoyage et de désinfection et autres équipements de biosécurité</i> )	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet volaille inscrit dans le plan d'entreprise du NI (hors JA)	Dossier Initiative Performance 2 faisant mention de la date et de l'avis du Comité Prêt d'Honneur.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projets d'économie d'énergie (E4-économie énergie)	Diagnostic DIA'TERRE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet de cages collectives en palmipèdes gras (hors JA)	Copie de factures de logements collectifs existants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projets structurants	Fiche spécifique détaillant le caractère structurant du projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet structurant palmipèdes éco-parcours	Devis de plantation des arbres/arbrustes OU Preuve de la présence d'arbres sur le parcours avant-projet (diagnostic)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

 **Des documents complémentaires peuvent être demandés après remise de votre dossier au guichet unique, nécessaires à l'étude du dossier dans ses différents éléments : administratifs, financiers, techniques...**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser à la DDT/DDTM.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Nom, prénom et signature(s) du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé.



## POUR L'APPEL A PROJETS « ELEVAGE (HORS AVIAIRE) - VEGETAL »

REEMPLIR LES PARTIES 4.2 A 10.2 SUIVANTES

### 4.2 - IDENTIFICATION DU PROJET

Précisions de l'adresse du projet (travaux/investissements) :

Identique à la localisation du demandeur

N° - Libellé de la voie : \_\_\_\_\_

Complément d'adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : |\_|\_|\_|\_|\_|\_| Commune : \_\_\_\_\_

S'il s'agit, entre autre, d'un projet bâtiment, aire de lavage, etc., êtes-vous propriétaire du terrain concerné par les travaux ?

oui  non

✓ Si non, avez-vous l'accord du propriétaire ?

oui  non

Période prévisionnelle de réalisation du projet :

du |\_|\_|/|\_|\_|/|\_|\_|\_|\_|\_| au |\_|\_|/|\_|\_|/|\_|\_|\_|\_|\_|

#### LIBELLE DU PROJET

#### DESCRIPTION DETAILLEE DU PROJET

A remplir directement sur Web Service AREA OU impression de la zone correspondante du Web Service AREA OU manuscrit

#### SECTEUR(S) D'INVESTISSEMENTS CONCERNE(S) PAR VOTRE PROJET

Elevage :

- Bovins lait
- Bovins viande
- Veaux de boucherie
- Caprin
- Ovin / Précisez la race et le SIQO : \_\_\_\_\_

- Equin
- Porcin
- Autres (à préciser) : \_\_\_\_\_

Végétal :

- Grandes cultures
- Cultures fruitières
- Horticulture et pépinières

Surface : \_\_\_\_\_ ha

Surface : \_\_\_\_\_ ha

Surface : \_\_\_\_\_ ha



**Dépenses relatives aux ouvrages de stockage liés à la gestion des effluents d'élevage en Zone Vulnérable (hors couverture des ouvrages) - Se reporter au DEXEL**

Nature de l'ouvrage	Nomenclature Dixel	Capacité totale de l'ouvrage en projet (à reporter sur le devis retenu)	Montant du devis retenu	Capacités non admissibles au financement (capacités exigibles au moment du dépôt du dossier sur effectifs avant projet)	Capacités minimum à détenir à l'issue du projet (forfaitaire ou capacité agronomique pour effectifs finaux)
Ex: Fosse à lisier	Ex: FOS 1	Ex: 500m3	Ex: 30000 €	Ex: 100m3	Ex: 300m3

**4.2. Vous êtes éleveur hors « Zone vulnérable » et votre projet concerne la gestion des effluents d'élevage :**

- a. Votre exploitation n'est concernée par aucun zonage « Zone vulnérable » ?  oui  non
- Votre exploitation détiendra à l'issue du projet, les capacités exigibles sur effectifs finaux ICPE ou RSD ?  oui  non
- b. Vous êtes JA hors ZV (historique, 2012 ou 2015)  oui  non
- Vos travaux de gestion des effluents sont inscrits dans votre Plan d'Entreprise (PE) ?  oui  non
  - Vos travaux seront terminés dans les 24 mois suivant votre installation (date CJA) ?  oui  non

**Dépenses relatives aux ouvrages de stockage liés à la gestion des effluents d'élevage hors Zone Vulnérable (hors couverture des ouvrages) - Se reporter au DEXEL**

Nature de l'ouvrage	Nomenclature Dixel	Capacité totale de l'ouvrage en projet (à reporter sur le <u>devis retenu</u> )	Montant du devis retenu	Capacités non admissibles au financement (capacités ICPE ou RSD au moment du dépôt du dossier sur effectifs avant projet)	Capacités minimum à détenir à l'issue du projet (ICPE ou RSD pour effectifs finaux)
Ex: Fosse à lisier	Ex: FOS 1	Ex: 500m3	Ex: 30000 €	Ex: 100m3	Ex: 300m3

## 5.2 - AMELIORATION DE LA PERFORMANCE GLOBALE ET DE LA DURABILITE

Vous devez renseigner TOUS les critères ci-après en décrivant leur évolution avec la mise en œuvre de votre projet, ou en renseignant les indicateurs quantitatifs et/ou qualitatifs de votre choix, avant-projet et après-projet.

**Un projet ne comportant AUCUN des critères montrant une amélioration est INELIGIBLE.**

Le demandeur devra indiquer en quoi son projet permet « l'amélioration globale de son exploitation » en précisant sur quels critères son projet a un impact et devra le justifier.

Pour cela, il pourra :

- S'appuyer sur des données de référentiels existants (études, publications, référentiels, etc.).  
*Exemples : études sur la diminution de la consommation de produits phytosanitaires (pulvérisateur confiné) ; références zootechniques sur la productivité des animaux (rénovation d'un bâtiment) ; calcul sur les économies d'intrants ; données d'études sur les économies d'énergie (isolation d'un bâtiment).*
- Fournir un diagnostic de son projet indiquant l'impact de son projet sur un ou plusieurs items.  
*Exemples : diagnostic Diaterre ; diagnostic AREA ; diagnostic Dixel ; diagnostic effluents chais/ prunes ; diagnostic Plante bleue*
- Fournir un Plan d'entreprise contenant des éléments financiers nécessaires à l'analyse des critères dits économiques.  
*Exemples : plan d'entreprise dans le cas d'une installation ; copie de dossier fourni à la banque pour solliciter une demande de prêt bancaire.*
- Fournir tous les éléments qu'il jugera utile.

### CRITERES ENVIRONNEMENTAUX :

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Justification : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.
1. la diminution des pollutions ponctuelles par la mise aux normes du siège de l'exploitation agricole.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
2. la diminution de la consommation en eau de l'exploitation.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
3. la diminution des apports de fertilisants chimiques.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
4. la diminution des produits phytosanitaires.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
5. la diminution des gaz à effet de serre.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
6. la diminution de la consommation d'énergie.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
7. un autre critère environnemental. Lequel :	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		

### CRITERES ECONOMIQUES :

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Justification : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.
8. l'augmentation du ratio EBE/CA.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
9. la diversification de la production (diminuant le risque financier pour l'exploitation).	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
10. l'augmentation de l'autonomie fourragère ou alimentaire de l'exploitation.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
11. l'amélioration des performances zootechniques.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
12. l'amélioration des conditions sanitaires de l'élevage.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		

13. un autre critère économique. Lequel :	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
--	--	--

#### CRITERES SOCIAUX :

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :	Si oui, alors :	
	Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Justification : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.
14. projet ayant un impact sur l'amélioration des conditions de travail (exemple : diminution de la pénibilité, réduction du temps de travail, etc.).	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
15. projet lié à la participation à un projet collectif.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
16. autre cas de figure. Lequel :	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

### 6.1 – CRITERES DE SELECTION

Critères	Définition	
1. Projet Ecophyto II	Projet qui comporte exclusivement (100%) des investissements de la catégorie V1 « phytosanitaire »	<input type="checkbox"/>
2. Ressource en eau	Projet qui comporte exclusivement (100%) des investissements de la catégorie V3 « ressource en eau »	<input type="checkbox"/>
3. Démarches territoriales validées par l'AEAG	Projet s'inscrivant dans le volet agricole d'une démarche territoriale validée par l'Agence et comprenant exclusivement (100%) des investissements liés à l'enjeu phytosanitaire, fertilisation, ressource en eau, érosion ou gestion des effluents (catégories V1, V2, V3, V4 et E2)	<input type="checkbox"/>
4. NI	Projet porté par une exploitation qui comprend au moins un NI au moment de la demande d'aide	<input type="checkbox"/>
5. ZV (historiques (pour les JA), 2012 et 2015	Projet porté par une exploitation dont un bâtiment d'élevage se trouve en zone vulnérable et qui comprend des investissements de gestion des effluents (catégorie E2 + rampes pendillards et enfouisseurs) liés au 5ème programme d'action d'au minimum 5 000 € HT	<input type="checkbox"/>
6. GIEE	Projet soutenu par un GIEE ou inscrit dans le cadre d'un GIEE, sous réserve que le dossier comporte + de 50% des investissements qui s'inscrivent dans le cadre du GIEE	<input type="checkbox"/>
7. Projet structurant*	Bovin Viande	<input type="checkbox"/>
	Ovin viande	<input type="checkbox"/>
	Bovins lait	<input type="checkbox"/>
	Ovins lait	<input type="checkbox"/>
	Veaux de boucherie	<input type="checkbox"/>
	Caprins	<input type="checkbox"/>
	Porcins	<input type="checkbox"/>
	Atelier de séchage en grange	<input type="checkbox"/>
	Exploitation dont le siège social est situé dans le fuseau des Nives ou dont les terres sont significativement situées dans le fuseau ET dont le projet conduit à changer significativement le mode de gestion des effluents vers le compostage (du mode de gestion lisier en fumier et compostage de 100% des fumiers produits par l'atelier sur lequel portent les investissements)	<input type="checkbox"/>
	Projet en secteur végétal ou mixte comportant + de 50% des investissements liés aux enjeux phytosanitaires, effluents végétaux, érosion et ressource eau (catégorie V1, 3, 4, 5) ET engagement de l'ensemble des productions de leur exploitation dans la certification environnementale de niveau 2, de niveau 3 ou AB ET respect des mesures 6 et 7 du référentiel AREA.  Si le projet comporte des investissements relatifs aux productions viticoles et arboricoles, l'exploitation s'engage à souscrire une assurance grêle pour l'intégralité de la nature de la récolte au moment de la demande de solde pour la campagne en cours ou la campagne à venir.	<input type="checkbox"/>
8. Tuberculose bovine	Projet dans un élevage bovin concerné par la tuberculose et détenant un arrêté préfectoral portant déclaration d'infection APDI de moins de 24 mois au moment de la demande d'aide	<input type="checkbox"/>
9. Plan de soutien à l'élevage	Projet d'investissements concernant majoritairement (+ de 50%) un atelier animal d'une filière prioritaire du Plan de Soutien à l'Élevage : bovin lait, bovin viande (y compris veaux sous la mère et veaux de boucherie), porcine	<input type="checkbox"/>
10. Bovin - tuberculose	Élevage bovin détenant une attestation du Groupement de Défense Sanitaire prescrivant des investissements de biosécurité dans le cadre de la lutte contre la tuberculose bovine au moment de la demande d'aide	<input type="checkbox"/>
11. Méthanisation	Projet comprenant des investissements périphériques à la méthanisation et s'inscrivant dans un projet de méthanisation, sous réserve que ce dernier soit validé par les autorités compétentes	<input type="checkbox"/>

12. Compostage/API	Changement total du mode de gestion des effluents : du mode de gestion classique du fumier/lisier vers : - le compostage : compostage de 100% des fumiers produits par l'atelier sur lequel portent les investissements ET augmentation de compostage supérieur ou égal à 50% - l'Aire Paillée Intégrale	<input type="checkbox"/>
13. Fabrication d'Alimentation à la Ferme	Projet dont + de 50% des investissements concernant la création ou l'extension d'une fabrique d'aliments à la ferme	<input type="checkbox"/>
14. Bâtiment d'élevage	Projet comprenant la création ou la modernisation d'un bâtiment d'élevage améliorant significativement les conditions de travail et le bien-être animal OU prévoyant la création ou l'aménagement d'une salle de traite ou d'une salle de tétée en veau sous la mère	<input type="checkbox"/>
15. Bois	Projet de bâtiment(s) neuf(s) en tout bois (ossature, charpente et bardage des façades fixes) OU projet de bardage bois de toutes les façades fixes d'un bâtiment d'élevage ou de stockage de fourrages	<input type="checkbox"/>
16. Séchage balle ronde	Projet de séchage en balle ronde dont l'électricité provient d'énergie renouvelable : hydraulique, Eolien, photovoltaïque, biogaz ou contrat d'électricité 100% renouvelable sous réserve que les dépenses	<input type="checkbox"/>
17. SIQO	Projet d'investissements concernant un atelier animal sous SIQO (dont AB) au moment de la demande d'aide	<input type="checkbox"/>
18. Production végétale majoritaire	Projet comportant + de 50% des investissements relatifs au secteur végétal	<input type="checkbox"/>
19. MAEC	Projet porté par une exploitation engagée en MAEC système au moment de la demande d'aide	<input type="checkbox"/>
20. AB	Exploitation en Agriculture Biologique ou en conversion au moment de la demande d'aide	<input type="checkbox"/>
21. Couverture de fosse	Projet incluant la couverture des fosses à lisier de l'exploitation sous réserve que le projet soit centré autour de la couverture des fosses (+ de 50% des investissements liés à la couverture de fosse).	<input type="checkbox"/>

\* La fiche spécifique détaille le caractère structurant du projet, elle est jointe à la demande.

## 7.2 - PERIODICITE DE L'AIDE

L'exploitation a déjà bénéficié d'une aide PCAE depuis le 13 février 2015 :  oui  non

✓ Si oui, la demande de solde de l'aide de ce dossier a été déposée auprès de la DDT(M) :  oui  non

**Si l'exploitation a déjà bénéficié d'une aide PCAE depuis 2015 et a déposé sa demande de solde en DDT/M, le projet AREA-PCAE déposé via cette demande d'aide concerne :**

- Le projet concerne l'installation d'un «NI » :  oui  non

- L'organisme possède plusieurs sites distincts :  oui  non

- Le projet est localisé sur une des communes soumises au 5<sup>ème</sup> programme d'actions aquitain (ou sur des communes classées en zones vulnérables depuis le 13 mars 2015) et comporte des investissements rendus directement nécessaires par les évolutions réglementaires de ce programme par rapport au précédent :  oui  non

- Le projet comporte des investissements liés à un projet de développement de race à faible effectif :  oui  non

- Le projet concerne exclusivement l'acquisition d'un pulvérisateur confiné :  oui  non  
(C'est-à-dire équipé de rampe face/face et de panneaux récupérateurs de bouillie)

- Le projet concerne une exploitation en agriculture biologique ou en conversion :  oui  non

- Le projet s'inscrit dans le volet agricole d'une démarche territoriale validée par l'AEAG :  oui  non

- Le projet est porté par un GIEE et concerne exclusivement des investissements qui s'inscrivent dans le cadre du GIEE ou le projet est porté par un exploitant et comporte majoritairement des investissements qui s'inscrivent dans le cadre d'un GIEE :  oui  non

- Le projet comprend des investissements périphériques à la méthanisation et s'inscrit dans un projet de méthanisation, sous réserve que ce dernier soit validé par les autorités compétentes :  oui  non

## 8.2 - PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET

### 1. LES DEPENSES PREVISIONNELLES

Veillez faire figurer sur chaque devis une numérotation reprenant la catégorie des investissements ainsi que le numéro d'ordre (01 à 99).

#### **Vérification du coût raisonnable des dépenses :**

- *plusieurs devis pour un même type de dépense (matériel, maçonnerie, électricité, etc.):*

. 2 devis pour les dépenses comprises entre 2 000€ HT et 90 000€ HT

. 3 devis pour les dépenses supérieures à 90 000€ HT

Dans ce cas, veuillez spécifier le devis retenu pour la demande de subvention parmi les 2 ou 3 devis présentés.

- *référentiels nationaux validés par l'Etat :*

Si la dépense prévue est comparée avec un montant d'un référentiel, veuillez fournir la partie du référentiel utilisée pour cette comparaison.

Les tableaux ci-dessous des dépenses prévisionnelles peuvent :

- être remplis manuscrit,

- ou substitués par la « calculette » issue du Web Service Area qui sera à joindre au dossier ou au Web Service AREA. Dans ce cas, je reconnais avoir pris connaissance des informations renseignées dans la calculette.

### VOLET ANIMAL

	Nom de l'investissement	Devis retenu		Devis non retenus			
		N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)
<b>Catégorie E1.1</b> Modernisation des bâtiments							

	Nom de l'investissement	Devis retenu		Devis non retenus			
		N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)
<b>Catégorie E1.2</b> Equipements et matériels d'élevage							

	Nom de l'investissement	Devis retenu		Devis non retenus			
		N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)
<b>Catégorie E1.3</b> Locaux et matériels de traite							

	Nom de l'investissement	Devis retenu		Devis non retenus			
		N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)
<b>Catégorie E1.4</b> Autres constructions /équipements							

	Nom de l'investissement	Devis retenu		Devis non retenus			
		N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)
<b>Catégorie E2</b> Effluents d'élevage							

	Nom de l'investissement	Devis retenu		Devis non retenus			
		N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)
<b>Catégorie E3</b> Qualité sanitaire							

Catégorie E4 Economie d'énergie	Nom de l'investissement	Devis retenu		Devis non retenus			
		N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)

## VOLET VEGETAL

Catégorie V1 Phytosanitaire	Nom de l'investissement	Devis retenu		Devis non retenus			
		N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)

Catégorie V2 Fertilisation	Nom de l'investissement	Devis retenu		Devis non retenus			
		N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)

Catégorie V3 ressource en eau	Nom de l'investissement	Devis retenu		Devis non retenus			
		N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)

Catégorie V4 Erosion	Nom de l'investissement	Devis retenu		Devis non retenus			
		N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)

Catégorie V5 Effluents végétaux	Nom de l'investissement	Devis retenu		Devis non retenus			
		N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)	N°DEVIS	Montant devis (HT)

TOTAL du PROJET	Montant (HT)
SOUS-TOTAL SECTEUR ELEVAGE (Catégories E1 à E4)	
SOUS-TOTAL SECTEUR VEGETAL (Catégories V1 à V5)	
TOTAL du PROJET	





### **ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR**

**Je demande (nous demandons)** à bénéficier des aides AREA-PCAE.

**J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :**

- Ne pas avoir sollicité d'autres ressources publiques et privés que celles présentées dans le plan de financement.
- Ne pas avoir sollicité d'autres crédits communautaires pour cette opération.
- Ne pas faire l'objet d'une procédure liée à des difficultés économiques. Si c'est le cas, en informer les services instructeurs.
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement.
- Que l'opération (projet) n'a pas débuté au moment du dépôt de mon (notre) dossier complet auprès de la DDT/M.
- Respecter les conditions d'âge au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de dépôt de ma (notre) demande (au moins 18 ans et n'avoir pas atteint l'âge prévu à l'article D. 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale).
- Avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points.
- Etre à jour de mes (nos) cotisations sociales, y compris du paiement des redevances de l'Agences de l'eau.
- Ne pas avoir obtenu d'aide dans le cadre du dispositif AREA-PCAE depuis 2015. Cet engagement n'est pas obligatoire dans le cadre des cas dérogatoires à la périodicité de l'aide AREA-PCAE.
- Le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural.
- Avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide pourra être rejetée en totalité ou partiellement au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure.
- Avoir pris connaissance que ma (notre) demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente (décision juridique) au-delà du délai de 6 mois à compter de la date de l'accusé de réception de mon (notre) dossier complet.

L'inexactitude de ces déclarations est susceptible de générer un reversement partiel ou total de l'aide.

**Je m'engage (nous nous engageons)**, sous réserve de l'attribution de l'aide à :

- Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération.
- Informer la DDT/DDTM du début d'exécution effectif de l'opération.
- Informer la DDT/DDTM de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, des engagements ou du projet.
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet ».
- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre du projet respecte les normes en vigueur.
- Poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural ayant bénéficié de l'aide pendant une période de 5 années à compter de la date du paiement final.
- Maintenir sur mon (notre) exploitation les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final.
- A conserver pendant une période de 10 ans tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité, etc.
- A permettre / faciliter l'accès à l'exploitation aux autorités compétentes chargées de contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite (nous sollicitons) pendant 10 ans.
- Respecter les obligations en matière de publicité.
- Me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourrait résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes.
- Fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme.

**Je m'engage (nous nous engageons)**, pour les projets structurants en filière végétale, sous réserve d'avoir un investissement concernant les filières viticole et arboricole, à **souscrire à une assurance grêle** (ou assurance multirisque climatique) et à en fournir le justificatif au moment de la demande de versement de l'aide (solde), sauf cas dérogatoires.

**Je m'engage (nous nous engageons)**, au moment de la demande de paiement du solde, à :

- Pour les projets d'un coût éligible supérieur à 25 000€ HT et pour les projets structurants en filière végétale :
  - Engager toutes les productions de mon (notre) exploitation agricole dans une démarche de certification environnementale :
    - faire une demande de certification AREA auprès de la Région, qui devra en valider la conformité,
    - OU justifier de toute autre certification environnementale de niveau 2 ou 3 portant sur mon (notre) exploitation,

- OU être totalement engagé(s) en AB,
- OU être partiellement engagé(s) en AB et justifier de toute autre certification environnementale de niveau 2 ou 3 sur le reste de l'exploitation.
- Respecter les mesures 3 & 4 (filiale élevage) et 6 & 7 (filiale végétale) du référentiel AREA suivant mon projet,
- Pour les JA en cours d'installation au moment de la demande de subvention : fournir le Certificat de Conformité Jeune Agriculteur (JA) au moment de la première demande de paiement.

**Je suis informé(e) (nous sommes informés)** que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'État est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (nos noms) ou ma (notre) raison sociale, ma (notre) commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie (nous bénéficions) d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me (nous) concernant.

## 10.2 - LISTE DES PIÈCES A JOINDRE AU DOSSIER

Pour tous les bénéficiaires	Pièce jointe	Déjà fournie	Sans objet
Exemplaire original de la demande daté, complété et signé	<input type="checkbox"/>		
RIB comportant IBAN	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Diagnostics : - AREA PCAE : végétal et/ou élevage OU - Diagnostic Plante Bleue pour les exploitations horticoles et pépiniéristes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Justificatifs de dépenses matérielles et immatérielles (travaux/investissements): devis détaillés <u>en quantité et en prix</u> (classés par type d'investissement) par type de dépenses. <b>La vérification du coût raisonnable de la dépense se fait grâce à plusieurs devis (fournir les 2 ou 3 devis et spécifier le devis retenu) ou grâce aux référentiels validés au niveau national (fournir la partie du référentiel correspondante).</b>	<input type="checkbox"/>		
Attestation MSA précisant le statut d'exploitant agricole ATP ou ATS et la régularité du règlement des cotisations sociales. Pour les NI sans DJA : attestation MSA comportant la première date d'inscription auprès de la MSA en tant que chef d'exploitation. <i>Dans le cas des JA qui s'installent sans terre agricole, l'attestation MSA est à fournir au plus tard au moment de l'engagement juridique de l'aide.</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièces de justification correspondant aux critères d'amélioration de la performance globale et la durabilité de l'exploitation agricole	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Récépissé de déclaration ICPE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Pièces complémentaires, le cas échéant		Pièce jointe	Déjà fournie	Sans objet
Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux <i>(le récépissé de dépôt de permis de construire n'est pas suffisant).</i>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exploitation ne possédant pas de n° de SIRET	Copie de la carte d'identité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Porteur de projet non propriétaire des terrains et/ou bâtiments	Autorisation du/des propriétaire(s)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
JA	Avis favorable de la CDOA (pièce détenue par l'administration)			
Formes sociétaires	K-bis à jour	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Sociétés autres que GAEC et les GAEC ne bénéficiant pas d'aides publiques du 1 <sup>er</sup> pilier PAC	Extrait des statuts (5 premières pages indiquant les associés, leur qualité, la répartition des parts sociales)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Associations, fondations et GIEE	Exemplaire des statuts à jour	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Récépissé de déclaration d'association en préfecture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Statuts et liste des membres du bureau et du conseil d'administration	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projets d'un coût éligible supérieur à 25 000€ HT	- Certification AREA : engagement dans la certification AREA ET engagement de respecter les mesures 3, 4, 6, 7 du référentiel AREA suivant le projet (document AREA E5.A) OU attestation de certification AREA si l'exploitation est déjà certifiée AREA ET/OU - Copie de la licence ou du certificat en vigueur visant l'engagement du producteur de produire sous mode AB ou conversion ET engagement de respecter les mesures 3, 4, 6, 7 du référentiel AREA suivant le projet ET/OU - Copie du certificat correspondant à une démarche environnementale reconnue de niveau 2 ou de niveau 3 hors AREA ET engagement de respecter les mesures 3, 4, 6, 7 du référentiel AREA suivant le projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour les exploitations dont le projet AREA-PCAE concerne le secteur élevage	Synthèse DEXEL (existant et après-projet) : onglet PMBE ou PCAE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Plan de situation et plan de masse des travaux (bâtiments et effluents)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Plan avant travaux et après travaux dans le cadre d'un projet de rénovation de bâtiment	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Plan des aménagements intérieurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projets d'économie d'énergie (E4-économie énergie)	Diagnostic DIA'TERRE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nives	Diagnostic Nives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Attestation d'adhésion à une entreprise de compostage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour les exploitations dont le projet AREA-PCAE concerne les effluents végétaux	Diagnostic Effluents végétaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Plan de situation et plan de masse des travaux (effluents)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Contrat d'adhésion à une structure collective pour le traitement des effluents, si concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Etude de plan d'épandage des effluents, si concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet pulvérisateur (hors pulvérisateur confiné)	Déclaration de destruction ou de réforme du pulvérisateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour les dossiers de Gironde concernés par l'Accord-cadre et dont le projet AREA-PCAE concerne les effluents de chai	3 dernières déclarations de récolte	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Dans le cas d'un système de traitement autonome : garanties du constructeur sur le respect de la norme de rejet au milieu naturel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Pour les dossiers avec une aide de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne de moins de 50 000€ : attestation « de minimis » remplie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Si non-conformité de l'attestation « de minimis » : liasse fiscale des 3 dernières années	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Projet dans le cadre d'un GIEE	Certificat d'adhésion à un GIEE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projets structurants filière élevage (hors Nives et séchage en grange)	Fiche spécifique détaillant le caractère structurant du projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet structurant bovin viande	Attestation d'engagement d'adhésion délivrée par une OPC ou OPNC reconnue ET engagement à y adhérer pour la durée du projet OU Pièce comptable justifiant que le montant de la vente directe de viande issue de bovins viande produits sur l'exploitation représente au moins 50 % du produit total des ventes de l'atelier bovins viande (animaux maigres + animaux finis + viande)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet structurant ovin viande	Justification de l'éligibilité à la majoration de l'aide ovine (vérifié par l'administration) et engagement à la respecter pendant la durée du projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet structurant ovin lait	Attestation d'habilitation AOP Ossau Iraty	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet structurant porcin	Certification AB (y compris conversion) ou un autre SIQO OU Pièce justifiant que + de 50% de l'effectif de porcs est en race locale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nives	Diagnostic Nives + DEXEL	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Attestation d'adhésion à une entreprise de compostage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet environnemental en filière végétale	- Certification AREA : engagement dans la certification AREA ET engagement de respecter les mesures 6 et 7 du référentiel AREA suivant le projet (document AREA E5.A) OU attestation de certification AREA si l'exploitation est déjà certifiée AREA ET/OU - Copie de la licence ou du certificat en vigueur visant l'engagement du producteur de produire sous mode AB ou conversion ET engagement de respecter les mesures 6 et 7 du référentiel AREA suivant le projet ET/OU - Copie du certificat correspondant à une démarche environnementale reconnue de niveau 2 ou de niveau 3 hors AREA ET engagement de respecter les mesures 6 et 7 du référentiel AREA suivant le projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet environnemental en filière végétale viticole et/ou arboricole	Attestation sur l'honneur de souscription à une assurance grêle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tuberculose bovine	Arrêté préfectoral APDI de moins de 24 mois	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bovin – tuberculose	Attestation du GDS vis-à-vis de la tuberculose bovine	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
SIQO	Attestation SIQO	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bio	Certificat AB (y compris conversion)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet de séchage balle ronde	Contrat d'électricité spécifiant l'origine de l'électricité « 100% renouvelable »	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**Des documents complémentaires peuvent être demandés après remise de votre dossier au guichet unique, nécessaires à l'étude du dossier dans ses différents éléments : administratifs, financiers, techniques...**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser à la DDT/DDTM.

Fait à _____ le _____
Nom, prénom et signature(s) du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé.

## ANNEXE 1 – LISTE DES ORIENTATIONS TECHNICO-ECONOMIQUES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (OTEX)

Le choix du rattachement de l'exploitation à un OTEX est faite sur la base du chiffre d'affaires (C.A) de la ou des production(s) concernée(s) qui dépasse 2/3 du total du C.A. de l'exploitation (année N-1 par rapport à l'année de dépôt du projet).

Libellé	Code
Céréales oléoprotéagineux et plantes sarclées (grandes cultures)	13 (sauf 1320) + 1410 + 1420
Riz	1320
Légumes frais de plein champ	1430
Tabac	1441
Plantes à parfums, aromatique et médicinales	1660
Maraîchage (dont melon et fraise)	28
Fleurs et horticulture diverse (dont champignon, etc..)	29
Viticulture d'appellation	37
Autre viticulture	38
Arboriculture	39-1
Oléiculture	39-2
Autres fruits en cultures pérennes	39-3
Polyculture	60
Bovins lait	41
Bovins viande naisseur	42-1
Bovins viande engraisseur	42-2
Veaux de boucherie	42-4
Bovins lait et viande	43
Ovin lait	4410-1
Ovin viande	4410-2
Caprin lait	4430-1
Caprin viande	4430-2
Autres herbivores (dont chevaux)	45
Truies reproductrices	5011
Porc engraissement	5012 + 5013
Poules pondeuses	5021
Poulets de chair	50-2
Palmipèdes foie gras	50-3
Autres palmipèdes	50-4
Autres volailles	50-5
Lapins	50-6
Abeilles	8231
Autres animaux	46
Polyélevage orientation herbivore (compris chevaux)	71
Polyélevage orientation granivore	72
Grandes cultures et herbivores (polyculture élevage)	81
Autres associations (hors abeilles)	82 (sauf 8231)
Exploitations non classées	90